



Modalités d'examen des propositions d'amendements au Règlement sanitaire international (2005)

1. Le Bureau du Groupe de travail des amendements au Règlement sanitaire international (2005) (le « Groupe de travail ») propose d'adopter les modalités ci-après pour examiner les propositions d'amendements au Règlement sanitaire international (2005) (le « RSI »). Elles visent à faire en sorte que l'examen des propositions d'amendements se fasse de la manière la plus efficace et la plus transparente possible.
2. Il est entendu que les modalités ainsi proposées feront l'objet d'un examen plus approfondi et d'ajustements à la lumière de l'évolution de la situation et de l'expérience acquise durant les réunions du Groupe de travail.
3. Les documents de référence suivants sont également utiles : document A/WGIHR/2/5 (Rapport du Comité d'examen des amendements au Règlement sanitaire international (2005)), document A/WGIHR/2/6 (Propositions d'amendements au Règlement sanitaire international (2005) soumises en application de la décision WHA75(9) (2022)) et document A/WGIHR/2/7 (Compilation article par article des propositions d'amendements au Règlement sanitaire international (2005) soumises dans le cadre de la décision WHA75(9) (2022)).

Format, participation et diffusion en direct sur le Web

4. Les séances plénières et les séances de rédaction mentionnées ci-dessous se tiendront selon des modalités hybrides et permettront la participation des États Membres, des Membres associés et des organisations régionales d'intégration économique, ainsi que des parties prenantes concernées (sous réserve de l'approbation par le Groupe de travail de la proposition relative aux modalités de collaboration des parties prenantes concernées exposée dans le document A/WGIHR/2/3, et après que cette approbation aura été donnée) à la fois en personne et au moyen de la plateforme en ligne.
5. Les séances plénières du Groupe de travail seront ouvertes aux États Membres, aux Membres associés et aux organisations régionales d'intégration économique, ainsi qu'aux parties prenantes concernées (sous réserve de l'approbation par le Groupe de travail de la proposition relative aux modalités de collaboration des parties prenantes concernées exposée dans le document A/WGIHR/2/3, et après que cette approbation aura été donnée). Les parties prenantes concernées seront invitées à faire de brèves déclarations générales après les États Membres et les organisations régionales d'intégration économique. Conformément à l'issue de la procédure écrite d'approbation tacite concernant la diffusion sur le Web, les séances plénières seront diffusées en direct sur le Web, sauf décision contraire du Groupe de travail pour toutes ses réunions ou pour certaines d'entre elles.

6. Il est proposé que la participation aux séances de rédaction soit limitée aux États Membres, aux Membres associés, aux organisations régionales d'intégration économique, au Saint-Siège et au Liechtenstein, en leur qualité d'États Parties au RSI qui ne sont pas Membres de l'OMS, et à la délégation d'observation de la Palestine.

7. Selon la pratique bien établie de l'Assemblée de la Santé, les séances de rédaction ne seront pas diffusées sur le site Web de l'OMS, sauf décision contraire du Groupe de travail.

Examen des propositions d'amendements

8. Les propositions d'amendements seraient d'abord abordées en séance plénière en invitant les États Membres et les parties prenantes concernées à exprimer leurs vues générales sur ces propositions, y compris en ce qui concerne l'article 2 « Objet et portée » et l'article 3 « Principes » du RSI, à identifier les éventuels points de convergence et de divergence, à déterminer des priorités quant à l'examen des amendements et à présenter i) des observations sur les points susceptibles de faire double emploi avec le processus engagé par l'organe intergouvernemental de négociation chargé de rédiger et de négocier une convention, un accord ou un autre instrument international de l'OMS sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies, ainsi que ii) des suggestions sur la façon de régler ces questions.

9. La première lecture a pour objectif de donner aux États Membres l'occasion de faire des déclarations de haut niveau. Les États Membres à l'origine des propositions d'amendements souhaiteront peut-être exposer l'intention générale qui les sous-tend, étant entendu qu'il sera possible d'apporter d'autres éclaircissements ultérieurement au cours des négociations.

10. Après la « première lecture » en plénière, il est proposé que les discussions se poursuivent dans le cadre des séances de rédaction. Il est proposé de tenir un débat général sur l'article 2 « Objet et portée » et sur l'article 3 « Principes » du RSI.

11. À la suite de ce débat général, les propositions d'amendements concernant les autres articles seraient examinées dans l'ordre. Les propositions spécifiques d'amendements à l'article 2 « Objet et portée » et à l'article 3 « Principes » seraient réexaminées ultérieurement au cours des négociations. La lecture des amendements dans l'ordre signifierait que l'on suive l'ordre du RSI et de ses annexes et que l'on consigne les progrès réalisés à propos du texte convenu selon la démarche décrite ci-dessous.

12. Dans le cadre d'un examen réalisé dans l'ordre des articles, et compte tenu des corrélations existant entre certains amendements, le Groupe de travail souhaitera peut-être envisager de regrouper certaines propositions d'amendements qui vont dans le même sens, mais sont libellées de façon différente. Lorsque deux ou plusieurs propositions d'amendements présentées par des États Membres différents concernent le même texte et font double emploi, elles seraient examinées ensemble plutôt que séparément. Un tel regroupement de propositions peut s'appuyer sur les recommandations techniques émises par le Comité d'examen des amendements au RSI (document A/WGIHR/2/7), et peut concerner, entre autres, les propositions d'amendements aux articles figurant aux Titres IV, V et VI et aux annexes 3, 4, 6 et 8 connexes.

13. En outre, les articles dont le contenu serait similaire à celui d'autres articles ou annexes, ou qui leur seraient liés, pourraient être examinés ensemble dans un souci de cohérence. Ces regroupements pourraient inclure, par exemple, les trois nouveaux articles proposés pour la création d'un comité d'application/comité d'examen du respect des dispositions et pour la mise en œuvre (53A, 53 *bis* à *quarter* et 54 *bis*), ou l'article 13, les deux nouveaux articles 13A, l'article 44 et le nouvel article 44A, ainsi que la nouvelle annexe 10.

14. Il est proposé que l'article 1 relatif aux définitions soit revu au terme de l'examen des propositions d'amendements, dans la mesure où nombre d'entre elles font apparaître de nouveaux termes susceptibles de nécessiter une définition à cet article. Il est proposé de tenir à jour une liste évolutive de ces nouveaux termes qui seraient examinés après que toutes les propositions d'amendements l'aient été. Les définitions de ces nouveaux termes seraient ensuite rédigées et incluses à l'article 1 dans le cadre de l'ensemble des amendements proposés.

15. Nonobstant les propositions décrites ci-dessus, il convient de noter que le Groupe de travail conserverait la prérogative d'adopter des démarches différentes à l'égard de chaque amendement ou groupe d'amendements, et qu'il n'y aurait pas besoin d'accord sur chaque proposition d'amendements avant d'en examiner d'autres. Alors que certaines propositions d'amendements peuvent être facilement acceptées en plénière, le Groupe de travail peut décider d'examiner d'autres propositions dans le cadre des groupes de rédaction ou demander au Bureau de lui soumettre une proposition de texte pour examen. En outre, même lorsqu'une proposition d'amendements en particulier fait consensus, le texte concerné serait considéré comme un « texte définitif préliminaire/ad referendum », appelé à faire l'objet d'une vérification croisée avec d'autres articles ou annexes pertinents du RSI et d'une traduction dans les six langues officielles de l'OMS. Dans le rapport de chaque réunion du Groupe de travail figurera ce type de texte, c'est-à-dire les propositions d'amendements qui ont fait l'objet d'un accord au cours de la réunion et qui sont considérées comme « texte définitif préliminaire/ad referendum », dans toutes les langues officielles de l'OMS.

Gestion des débats et enregistrement du texte préliminaire convenu

16. Au cours de chaque réunion, le Groupe de travail voudra peut-être travailler en affichant à l'écran le texte des propositions d'amendements examinées.

17. Les travaux pourraient alors se poursuivre soit en appliquant les usages ordinaires en matière de rédaction à l'écran, par lesquels le président « nettoie » le texte en temps réel, section par section, soit, à la demande du Groupe de travail, par la présentation de propositions du Bureau, sans préjuger de la position des États Membres, à des intervalles qu'il conviendrait de déterminer en fonction des progrès accomplis. Cela pourrait concerner, à la demande du Groupe de travail, les propositions donnant suite à la deuxième lecture (détaillée) des propositions d'amendements. Il serait également possible d'associer ces deux démarches.

18. Dans le cadre de ce processus, le Secrétariat se tiendrait à disposition du Groupe de travail pour l'assister, sur demande, dans ses travaux. Par exemple, le Secrétariat peut, à la demande du Groupe de travail, rédiger des résumés d'articles ou d'annexes spécifiques et/ou des propositions d'amendements à des articles ou à des annexes spécifiques, y compris en faisant référence aux considérations et aux recommandations utiles formulées par le Comité d'examen des amendements au RSI.

Calendrier de soumission d'un ensemble de propositions d'amendements ciblés à la Soixante-Dix-Septième Assemblée mondiale de la Santé

19. Comme le prévoit la décision WHA75(9), le Groupe de travail a été prié de proposer un ensemble d'amendements ciblés, pour examen par la Soixante-Dix-Septième Assemblée mondiale de la Santé, conformément à l'article 55 du Règlement sanitaire international (2005). Le Directeur général communiquera cet ensemble d'amendements au moins quatre mois avant l'ouverture de la Soixante-Dix-Septième Assemblée mondiale de la Santé, comme le veut le paragraphe 2 de l'article 55 du RSI.

= = =